

Burundi : Michel Kafando appelle à consolider l'unité nationale et la paix

ONU Info, 9 août 2018 L'Envoyé de l'ONU pour le Burundi a demandé jeudi au Conseil de sécurité de réunir tous les protagonistes de la crise dans ce pays d'Afrique centrale pour qu'ils participent de bonne foi aux dialogues qu'il cherche à organiser avec le médiateur et le facilitateur dans les jours à venir. [Photo : L'Envoyé du Secrétaire général de l'ONU pour le Burundi, Michel Kafando, devant le Conseil de sécurité.]

L'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Burundi, Michel Kafando, a indiqué que le 7 juin, à l'issue d'un référendum constitutionnel du 17 mai 2018, le chef de l'État burundais, Pierre Nkurunziza, a promulgué la nouvelle constitution adoptée par le peuple burundais à plus de 73%. Le même jour, a ajouté M. Kafando, M. Nkurunziza a annoncé officiellement la fin de son mandat pour 2020 et son engagement à apporter tout son soutien au président qui sera élu. Ce sont là, selon-il, deux actes majeurs dont nous devons souligner l'importance et qui nous offrent une opportunité de saisir pour avancer dans le règlement de la situation burundaise. M. Kafando a appelé le gouvernement et la classe politique burundaise à saisir l'opportunité de cette nouvelle dynamique et à œuvrer ensemble à la création d'un nouvel environnement politique, propice à la consolidation de l'unité nationale et de la paix. Il a salué l'atelier des chefs de file politiques qui s'est tenu le 3 août à Kayanza et qui a abouti à l'adoption d'une feuille de route consensuelle pour les élections de 2020. L'Accord d'Arusha, socle de la paix dans la région. Devant le Conseil de sécurité, l'Envoyé de l'ONU a passé en revue les différentes visites qu'il a effectuées dans la région depuis son dernier briefing le 2 août. Il a dit avoir remis au médiateur, le président ougandais, Yoweri Museveni, un mémorandum portant sur des propositions concrètes que certains garants de l'Accord d'Arusha devraient entreprendre en vue de réaffirmer l'importance de cet accord «historique» qui constitue le socle de la paix dans cette partie du continent. Il a aussi annoncé qu'il envisage un déplacement au Burundi début octobre. M. Kafando a indiqué que, mis à part quelques contestations de l'opposition, la situation demeure calme. Il a aussi salué les efforts déployés par le Burundi et la Tanzanie, avec l'appui du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), qui ont permis depuis septembre 2017 le rapatriement volontaire de quelque 35.000 réfugiés burundais et a souhaité que ceux-ci se poursuivent. Bujumbura appelle à finaliser l'accord de cessez-le-feu avec le HCDH. L'Envoyé spécial a aussi fait le point sur la coopération bilatérale et multilatérale. Burundi, précisant que plusieurs délégations de haut niveau ont visité le pays ces derniers temps. Il a aussi indiqué que ce jeudi doit se tenir à Bujumbura, le Forum des femmes pour la paix et la sécurité. M. Kafando a estimé que ces visites traduisent la volonté du gouvernement d'améliorer ses relations avec la communauté internationale et a espéré que le Burundi et l'Union européenne reprendront bientôt le dialogue en vue de la poursuite rapide de leur coopération financière. Il a par ailleurs appelé les autorités burundaises à finaliser la discussion sur le mémorandum d'entente avec le Bureau du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme au Burundi et à accepter «enfin» de signer l'accord de cessez-le-feu afin de permettre à son propre bureau à Bujumbura de fonctionner dans les meilleures conditions.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});